

cours du trône soit prise en considération avant toute autre affaire. Je propose donc—

Que la présentation des bills, les interpellations et les avis de motion soient renvoyés après la prise en considération de l'ordre du jour.

M. LAURIER : Je demande à l'honorable ministre de permettre que les interpellations soient faites, aujourd'hui.

Sir JOHN THOMPSON : Je n'aurais pas d'objection à faire à cette proposition ; mais je crois que, immédiatement après le débat qui, probablement, ne sera pas long, les interpellations pourront être faites, ainsi que les réponses à ces interpellations.

M. LAURIER : Très bien.

La motion est adoptée.

### PRÉSENTATION D'UN DÉPUTÉ.

EDWARD CHARLES BOWERS, *éc.*, député du district électoral de Digby, est présenté par l'honorable M. Laurier et M. Fraser.

### ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DE SON EXCELLENCE.

M. NORTHROP : En me levant pour proposer qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence, en réponse au discours du Trône prononcé jendi dernier, j'espère que la chambre m'écouterà avec la même indulgence et la même patience qu'elle a toujours eues par le passé envers ceux qui ont eu à remplir le devoir qui m'incombe présentement. Si je consultais mes propres impressions, j'aimerais beaucoup mieux que ce devoir fût rempli par un homme plus capable, plus expérimenté que je ne le suis moi-même ; mais sachant que l'honneur qui m'est présentement conféré n'est pas pour moi, mais pour le digne comté que je représente ; comprenant aussi que l'on n'attend pas de moi une expression de ma propre opinion, mais l'expression des sentiments qui ont été manifestés avec tant d'éclat, il y a une semaine (samedi dernier) par les électeurs de l'arrondissement-est du comté de Hastings, je me lève avec plaisir et avec orgueil, bien qu'avec une certaine défiance de moi-même, pour proposer l'adoption de la présente adresse.

Son Excellence a jugé à propos, au début de son discours, de nous féliciter sur la prospérité générale du pays et sur l'abondante récolte dont la Providence a gratifié toutes les parties de notre territoire. Mais vu qu'il n'est pas possible, sur un tel sujet, de saisir toute la vérité sans comparer le présent avec le passé, il convient que je demande aux membres de la chambre de jeter leurs regards en arrière, de comparer la condition actuelle du pays, l'état dans lequel se trouvent les populations, les circonstances présentes, les perspectives qui s'offrent aujourd'hui à la nation, avec l'état de choses qui existait il y a vingt-cinq ans. Le temps présent est exceptionnellement favorable à une comparaison de ce genre, parce que nous avons maintenant franchi notre première époque nationale et nous sommes entrés dans la seconde période.

L'histoire de chaque jour est faite par nous et l'avenir dira si notre travail tournera à la gloire ou à la honte du pays. Bien que la première époque soit close et que le volume de son histoire soit écrit, ce n'est pas un volume scellé ; ses pages restent ouvertes et nous pouvons tous en tirer, comme plusieurs Canadiens l'ont déjà fait, des leçons propres à nous inspirer du courage et de brillantes espé-

Sir JOHN THOMPSON.

rances—leçons de prédictions réalisées, de promesses remplies, d'obstacles surmontés, de succès et de prospérité obtenus.

Nous sommes maintenant au seuil de la seconde période de notre histoire. Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, le présent parlement s'est assemblé sans l'assistance, l'encouragement et les conseils du vénérable Nestor qui nous a été enlevé et que l'on a surnommé avec raison le père de la confédération. Pendant vingt-cinq ans, la politique de ce pays fut principalement façonnée, dirigée et contrôlée par l'esprit magistral du très-regretté sir John-A. Macdonald. Bien que, pendant vingt-cinq ans, l'on ait assailli sa politique et sa législation ; bien que l'on ait soulevé des doutes sur la pureté de ses motifs et attaqué sa réputation, maintenant que le grand chef repose dans sa dernière demeure ; maintenant que la dernière bataille politique a été livrée, que la dernière cartouche a été brûlée, que la fumée du champ de bataille s'est dissipée, que le dernier coup a été frappé, le peuple de ce pays, les réformistes comme les conservateurs qui ont les yeux dessillés, s'accordent à dire que, quelle qu'ait été sa réputation, c'est-à-dire, ce qui a été représenté, supposé ou imaginé sur son compte, son vrai caractère, c'est-à-dire, l'homme tel qu'il était, non tel qu'on l'avait cru, c'est-à-dire, l'homme tel que connu de son créateur, non tel que représenté par ses contemporains, était pur et sans tache, et que, durant toute sa vie politique, depuis ses débuts jusqu'à la fin brillante de sa carrière, il a toujours été attaché à ces principes qui furent dès le commencement la base de sa foi politique, c'est-à-dire, l'amour du Canada, la foi dans l'avenir du peuple canadien et la loyauté envers la couronne.

Mais, bien que nous ayons terminé, comme je l'ai dit, la première partie de notre histoire, il y a encore des leçons à en tirer ; il y a des comparaisons qu'il est nécessaire de faire aujourd'hui, afin de mieux apprécier la position du pays, au moment où commence la seconde partie.

Il y a vingt-cinq ans, ce pays se composait de quelques provinces éparses, n'ayant aucun intérêt commun et possédant très peu de communications ou de relations commerciales entre elles. Chaque province faisait son propre tarif, accomplissait ses destinées à sa manière, dans ses propres limites et sans égard aux intérêts des autres provinces. Il y avait alors plusieurs nuages à l'horizon politique. Or, que voit-on maintenant ? Nous avons aujourd'hui un grand pays qui s'étend d'un océan à l'autre, depuis les rives orageuses du Labrador, jusqu'aux bords ensoleillés du Pacifique, et tous les différents territoires d'autrefois ont été unis par cet immense construction, une merveille du génie, l'envie du monde et l'orgueil du Canada : je veux parler du chemin de fer canadien du Pacifique qui est le fruit de la politique du présent gouvernement.

Il y a vingt-cinq ans, les provinces maritimes portaient si peu d'intérêt aux provinces de l'ouest, et celles-ci, si peu d'intérêt aux provinces de l'est que, lorsque nos amis de l'est visitaient Ontario et Québec qui constituaient les provinces de l'ouest, ils nous étaient virtuellement inconnus, tandis que de notre côté, nous étions considérés presque comme des curiosités lorsque nous visitions leurs provinces ; mais nous pouvons du moins nous entendre, aujourd'hui, avec nos amis, les réformistes, sur cette réciprocité absolue qui existe entre les hommes des différentes parties du pays, et aussi